

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations économiques et commerciales entre l'Union européenne et l'Asie, la nécessité de développer les pays de l'ASEAN, les relations diplomatiques avec la Corée du Nord et les relations entre l'Union européenne et la Chine , Séoul, Corée, le 20 octobre 2000.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, messieurs,

Un petit mot intermédiaire sur ce sommet de l'ASEM, puisque nous avons une troisième session demain matin.

Le travail a été très bien préparé par la présidence coréenne, très bien, ce qui a permis à chacun d'évoquer tous les problèmes qui étaient à l'ordre du jour, la présidence de conclure et à des documents, à trois déclarations, d'être élaborés. Deux ont été approuvés. Le troisième sera pour demain. Je ne vais pas les développer puisqu'aussi bien vous en disposerez.

Je vais faire simplement une ou deux réflexions. La première, c'est qu'il faut partir de quelques idées de base, que j'ai notées. L'Europe et l'Asie, ensemble, représentent 48% du PIB mondial et 52% des échanges mondiaux. Ensemble. L'Europe est le premier investisseur mondial, l'Union européenne, et l'Asie est la première destination mondiale d'investissements. Cela veut dire que nous avons là deux mondes, deux blocs qui ont une importance considérable pour l'évolution économique du monde et, par voie de conséquence, pour son évolution politique. Or nos échanges communs Asie-Europe ne représentent que 7% des échanges mondiaux.

Si je vous cite ces chiffres, c'est simplement pour vous dire qu'il était évidemment essentiel de réagir contre cette situation, qui est une situation d'une extrême faiblesse, du barreau Europe-Asie dans le grand triangle qui conditionne le destin du monde : Europe-Asie-Amérique. C'est évidemment l'intérêt de tout le monde, notamment de l'Europe, et celui de l'Asie.

Autrement dit, il y a là une source de richesses et de développement qui est une source considérable et qui, pour des raisons historiques, n'a pas été réellement exploitée. C'est ce qui nous avait conduit, il y a maintenant quatre ans, plus de quatre ans, à proposer d'engager une politique de rapprochement, de renforcement du barreau euro-asiatique, si j'ose dire. C'est ce que nous avons lancé à Bangkok, de façon assez dynamique, et avec une vraie prise de conscience des uns et des autres de la nécessité de se connaître et d'avoir des relations, notamment économiques, beaucoup plus importantes. C'était l'intérêt de tout le monde. Deux ans après, on a eu Londres, qui est mal tombé puisqu'on est tombé en pleine crise monétaire qui a affecté l'Asie. Vous vous souviendrez peut-être que j'avais fait à l'époque des déclarations qui avaient été contestées, en disant que cette crise serait passagère et que l'Asie se redresserait. En fait, elle s'est redressée beaucoup plus vite qu'on avait pensé, si bien que ce sommet, aujourd'hui à Séoul, se présente de façon tout à fait différente des sommets précédents, dans la mesure où, d'une part, la crise asiatique est passée, où les Asiatiques ont tiré un certain nombre de conséquences, en ce qui concerne notamment la faiblesse de leur système

un certain nombre de conséquences, en ce qui concerne notamment la faiblesse de leur système bancaire et financier, et ont engagé une action pour le restructurer avec, bien entendu, une participation active de l'Europe, d'où dans leur esprit, tout d'un coup, la conviction que l'Europe - la coopération de l'Europe- était tout à fait nécessaire.

Quant à l'Europe, elle a pris des couleurs, si j'ose dire, pour les Asiatiques, dans la mesure d'abord où sa monnaie montre ce que l'on peut faire en matière d'intégration régionale, et cela a impressionné ici. Dans la mesure également où l'Europe s'élargit et que les Asiatiques ont pris conscience que, demain, l'Europe ce serait 500 millions d'hommes et de femmes, avec le marché le plus riche du monde, et la première puissance économique mondiale, que l'Europe est déjà. Et que, de surcroît, elle prend une dimension politique qu'elle n'avait pas et qui, tout d'un coup, s'est révélée aux yeux des Asiatiques et qui est caractérisée par la mise en oeuvre d'une politique de défense européenne, ce qui est, naturellement, l'un des attributs de la puissance politique.

Et cela intéresse énormément les Asiatiques, notamment les Chinois, mais aussi l'ensemble des pays. D'où, d'ailleurs, le nombre de questions qu'ils nous posent sur cette évolution de l'Europe, avec son élargissement, avec son intégration économique renforcée, avec la disposition, demain, d'un outil de défense autonome.

Si bien qu'on a senti, ici, une évolution qui est à mon avis extrêmement positive dans l'intérêt qui, il y a quelques années, était encore un peu formel et donnait lieu à quelques excellents discours, mais qui n'allait pas beaucoup plus loin et qui se transforme petit à petit en une volonté d'agir, c'est-à-dire de se rapprocher.

Ce n'est pas un hasard si Singapour a récemment acheté des navires de guerre français. Ce n'est pas un hasard s'ils viennent de prendre une option pour 25 A3XX. Ce n'est pas un hasard si nous sommes, en Corée, retenus sur la short list pour ce qui concerne l'avion de combat futur.

Je veux dire qu'il y a manifestement un intérêt qui se renforce. Cela, c'est quelque chose qui, en quelques années, peut être productif d'intérêts considérables pour l'Europe comme pour l'Asie. Ceci, naturellement, va être accéléré par l'adhésion de la Chine à l'OMC qui va faire tomber un certain nombre de barrières en ce qui concerne les échanges et qui va donc les faciliter. Donc, suppression d'un certain nombre de barrières et intérêt accru pour l'Europe, ici, sont deux éléments qui montrent un potentiel, dans un futur proche, important.

Je ne vous dirai pas tout ce qu'on a décidé. Il y a toute une série de choses en ce qui concerne le développement de la coopération monétaire euro-asiatique, en ce qui concerne la poursuite des plans d'action pour faciliter le commerce et l'investissement, en ce qui concerne le dialogue des hommes d'affaires qui est quelque chose de très important dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, en ce qui concerne le développement des nouvelles technologies, et notamment le plan Corée-France qui a été adopté pour la mise en place d'un réseau à haut débit entre l'Europe et l'Asie. Et puis bien d'autres choses, mais cela vous les verrez dans tous les documents, ce n'est pas l'essentiel.

Je voudrais faire une deuxième réflexion. C'est que, pour ce qui me concerne, j'ai pris un peu plus conscience d'un problème qui se pose ici, en Asie. Nous voyons actuellement un fort développement de l'Asie orientale, c'est-à-dire Chine-Japon-Corée, un fort développement, avec naturellement des investissements étrangers très importants qui participent à ce développement. Nous voyons l'Inde, avec un milliard de citoyens, la plus grande démocratie du monde, qui se développe de façon importante et suscite un intérêt croissant de la part des investisseurs. Croissant.

Et puis, entre les deux, il y a un risque d'affaissement de ces pays qui composent ensemble l'ASEAN, que vous connaissez. Cela, c'est quelque chose de dangereux. J'ai tenu à le souligner dans mon intervention de cet après-midi parce qu'une troupe qui marche bien est une troupe où chacun marche à peu près au même pas. Nous avons déjà suffisamment de difficultés avec les pays en développement, qu'il est absolument essentiel de réintégrer dans l'évolution économique mondiale pour des raisons, évidemment, sociales et morales mais aussi pour des raisons économiques et de bon fonctionnement d'un univers mondialisé.

C'est vrai partout et c'est vrai, en particulier, en Asie. C'est vrai en Europe, d'où l'effort que nous

faisons dans l'élargissement, pour essayer de faire en sorte qu'à la fracture politique que nous avons connue très longtemps, ne se substitue pas une fracture économique, et cela justifie, entre autre, l'élargissement. L'élargissement est naturellement justifié par des raisons de paix, la nécessité d'enraciner la paix et la démocratie en Europe, mais aussi pour éviter qu'une nouvelle fracture ne se crée sur notre vieux continent.

Il en va de même, un peu, en Asie. Je suis un peu préoccupé par cette situation des pays de l'ASEAN, d'où la nécessité, me semble-t-il, d'avoir une politique active pour convaincre, ou inciter, ou faire comprendre, aux investisseurs privés surtout, l'importance qu'il y a à participer au potentiel de développement des pays de l'ASEAN, de façon à ce qu'on n'ait pas une espèce de trou entre deux pôles de développement.

Voilà ce que j'avais à dire sur ces deux premières séances. Maintenant, je suis tout prêt à vous donner la parole pour répondre à d'autres questions.

QUESTION - Monsieur le Président, vous êtes aujourd'hui Président par intérim de l'Union européenne ?

LE PRESIDENT - Non, je ne suis pas Président par intérim. Je suis Président de l'Union européenne pour six mois. Cela n'a rien à voir avec un intérim.

QUESTION - D'accord. C'est marqué Sommet Europe-Asie, ici, devant vous. Il y a deux drapeaux. Un drapeau français qui cache un peu le drapeau européen. Comment arrivez-vous à concilier, Monsieur le Président, la double casquette ? Ici, est-ce que vous défendez la France ou est-ce que vous défendez l'Europe ?

LE PRESIDENT - Nous sommes dans un système européen qui fait que lorsqu'on défend l'Europe, on défend la France. Et lorsque je défends la France, je défends naturellement l'Europe.

QUESTION - Pouvez-vous nous expliquer quelle est la position que vous avez défendue à propos de la Corée et de la reprise des relations diplomatiques ?

LE PRESIDENT - Bien volontiers. Je voudrais d'abord relever une erreur. Les relations diplomatiques avec un Etat sont un acte technique. Ce n'est pas un acte politique. Il faut bien s'en souvenir. Nous ne reconnaissons pas, et d'ailleurs aucun Etat, pratiquement, un régime. Nous reconnaissons un Etat, une nation. C'est à ce titre que l'on a des relations diplomatiques avec toutes sortes d'Etat avec lesquels, par ailleurs, nous n'avons pas et nous ne voulons pas avoir de relations économiques, pour des raisons d'ordre politique et qui tiennent à la nature de leur régime.

Toute règle, naturellement, comportant des exceptions, il se trouve que le régime de Corée du nord étant une dictature indiscutable, un certain nombre de pays avaient rompu leurs relations diplomatiques. Un certain nombre de pays européens avaient rompu leurs relations diplomatiques, d'autres les avaient maintenues. Je parle de pays de l'Union européenne, comme d'ailleurs les pays du monde. Ce qui, je le répète, n'a aucun rapport avec une reconnaissance ou des relations avec l'Etat concerné en général et celui-ci en particulier.

Alors, nous avons une situation nouvelle, fort heureusement, et, je dirais, extrêmement émouvante, aujourd'hui, où nous voyons un Président de la Corée du sud, un homme qui a été emprisonné longtemps parce que démocrate, un homme qui a été torturé, qui en porte les séquelles dans son corps, et qui a décidé de tendre la main au dictateur du nord afin de permettre la réconciliation entre les deux parties de ce peuple coréen, qui est un vieux peuple avec une longue histoire et une grande culture. Et cela c'est très émouvant. Le Président KIM Dae-Jung est tout auréolé, quand je dis auréolé, c'est vu de l'extérieur, car l'homme est si modeste qu'il n'en parle même pas, tout auréolé de son Prix Nobel de la Paix qui est tout de même un hommage extraordinaire, et qui confirme sa qualité sur le plan moral, sur le plan éthique, sur le plan de la démocratie, de la paix, qui en fait un de ces grands sages que l'Histoire fait surgir de temps en temps. Il s'inscrit, d'ailleurs, dans un moment où, on le voit dans des conditions différentes et avec des hommes différents, à Belgrade, une évolution se confirme vers plus de démocratie, plus de paix, plus de tolérance, plus de respect des Droits de l'Homme et de sa dignité. Alors on voit ce geste, cette main tendue.

Il va de soi que tous les pays de l'Union européenne, unanimes, ont approuvé, je dirais

enthousiastes, la démarche du Président KIM Dae-Jung. Celui-ci nous a fait part de ses espoirs, de sa vision des choses, la façon dont elles pourraient évoluer, la façon dont la liberté, la dignité pourraient être rendues au peuple du nord, avec une réponse à sa légitime préoccupation de se retrouver en famille, chez lui.

Le Président KIM Dae-Jung nous a dit, dans ce contexte et dans cette stratégie, qu'il serait bon, le moment venu, de reprendre les relations diplomatiques avec la Corée du nord pour ceux qui les ont rompues. Ce qui est, notamment, le cas de la France. Et la position que j'ai prise, c'est de dire : nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour faciliter la réconciliation. Mais il se trouve que nous avons rompu les relations diplomatiques, si nous ne les avons pas rompues, le problème ne se poserait pas, on aurait pu ne pas les rompre, ce n'était pas une obligation. Nous avons des relations avec des pays qui, sur le plan des Droits de l'Homme, ne valent pas mieux que la Corée du nord. Mais, à partir du moment où on les avait rompues, ces relations, pour les reprendre il faut qu'il y ait un minimum de gestes sur les deux sujets qui préoccupent la Communauté internationale, s'agissant de la Corée du nord, c'est-à-dire la non prolifération et les Droits de l'Homme, évidemment. Donc, nous attendons qu'il y ait quelques gestes pour nous inscrire dans ce mouvement de reprise des relations diplomatiques qui, je le répète, n'a aucun rapport avec les relations que l'on peut avoir.

Nous avons des relations avec la Corée du nord, d'ailleurs la Troïka européenne y est attendue dans quelques semaines. Il y a longtemps que c'est décidé.

Nous avons des relations humanitaires, évidemment. Nous avons des relations sur le plan technique, avec la KEDO, c'est-à-dire les affaires d'énergie nucléaire civile. Et nous avons des relations sur le plan de l'assistance technique qui sont, en quelque sorte, une branche des relations humanitaires. Mais nous n'en avons pas d'autres.

Alors, je le répète, une chose est la relation diplomatique, une autre chose est la relation politique. Nous n'avons pas l'intention d'avoir des relations politiques avant qu'il y ait eu de vrais progrès. Pour la relation diplomatique, nous allons voir, il faut qu'il y ait un minimum de progrès et, à ce moment-là, nous reprendrons nos relations, le moment venu. Mais ce n'est pas, pour nous, l'heure. D'abord, plusieurs pays avaient déjà repris des relations avec la Corée du nord, d'autres ne les avaient pas rompues, au sein de l'Union européenne, car, je le répète, c'est un problème technique, diplomatique, ce n'est pas un problème politique. L'Angleterre, elle, a décidé de reprendre tout de suite ses relations, encore que Tony BLAIR me disait ce matin que, compte tenu de la position prise par la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Hollande et quelques autres, il attendrait, aussi, pour donner une suite, matériellement, à cette reprise des relations diplomatiques, pour que l'on n'ait pas l'air de le faire dans le désordre. Voilà, ce n'est pas un grand problème. Ce n'est pas le problème.

QUESTION - Monsieur le Président, je poursuis donc sur cette question là. Il s'agit de faire en sorte que l'attitude diplomatique vis à vis de la Corée du nord ne se fasse pas dans le désordre comme on a pu le craindre, justement, en observant les déclarations de Tony BLAIR. Est-ce que vous allez, au titre de la présidence européenne, prendre une initiative pour rassembler un peu tout cela, pour trouver une façon de faire qui donnerait l'impression que ce n'est pas le désordre ?

LE PRESIDENT - Non. Je le répète, il s'agit là d'un problème technique et non pas d'un problème politique. Je vous le répète, vous avez cinq ou six pays de l'Union européenne qui n'ont pas rompu leurs relations diplomatiques, ou même qui les ont rétablies, il y a quelques mois, comme l'Italie. Donc, il n'y a pas lieu de faire une opération d'ensemble, pas du tout. Ce sont des décisions techniques qui relèvent de chaque Etat. Simplement, M. BLAIR, très gentiment, ce matin, m'a dit : j'ai appris par la presse qu'il y avait un problème ou une interprétation, et donc je suis naturellement tout prêt à attendre que l'on envoie tous ensemble, le cas échéant et le moment venu, nos ambassadeurs. C'est tout. Mais je veux dire que c'est purement cosmétique.

QUESTION - Monsieur le Président, j'aimerais savoir s'il a été question de l'OMC, cet après-midi, et s'il existe un consensus, aujourd'hui, au sein des pays membres de l'ASEM pour une reprise, le plus tôt possible, des négociations pour un nouveau round ?

le plus tôt possible, des négociations pour un nouveau round ?

Et, d'autre part, à la veille de votre visite en Chine, si le Premier ministre chinois s'est exprimé sur les derniers obstacles pour l'entrée de la Chine dans l'OMC ?

LE PRESIDENT - Premièrement, tout le monde souhaite une reprise des négociations OMC. Avec, naturellement, pour certains, ce qui est le cas de la France, l'exigence, qui n'est pas négociable, que ce soit une négociation globale. Nous n'avons pas l'intention du tout de nous prêter à une négociation par petites tranches. Sous cette réserve, nous sommes tous favorables, et tout le monde l'a dit cet après midi, parce que l'on a, en effet, parlé de l'OMC, à une reprise des négociations. Sous cette condition.

Pour ce qui concerne la Chine, elle a déjà signé avec l'Europe, elle a signé avec les Etats-Unis, elle a signé avec la quasi-totalité. Je crois -c'était vrai il y a quelques jours, et c'était dû probablement plus à des problèmes techniques qu'à des problèmes de substance-, qu'il ne reste plus que le Mexique et un autre pays qui n'ont pas encore signé avec la Chine, c'est une question de jours.

Donc, le problème de la Chine à l'OMC est un problème réglé. La mise en oeuvre va être tout à fait rapide. Et c'est très important, parce que cela va ouvrir assez largement le marché chinois. C'est important. Et cela va faciliter les exportations de la Chine, aussi. Tout le monde a intérêt à cela.

QUESTION - Monsieur le Président, comptez-vous, demain, avec le Président JIANG ZEMIN, évoquer, notamment, la question des Droits de l'Homme en Chine ?

LE PRESIDENT - Certainement. D'abord, nous avons un dialogue euro-chinois sur ce sujet, qui fait l'objet d'ailleurs de réunions, deux fois par an. Et nous avons, nous, un dialogue, aussi, franco-chinois, sur ces sujets. Et chaque fois que nous nous rencontrons, que ce soit en Chine ou ailleurs, nous évoquons ces problèmes avec l'espoir de les voir progresser dans la bonne direction. L'un des objectifs à atteindre étant aujourd'hui, nous nous sommes réjouis de la signature par la Chine des deux grandes Conventions pour les Droits de l'Homme, de les ratifier. Et lorsque j'étais allé en Chine il y a trois ans, je ne l'avais pas dit, et j'avais bien fait, on m'avait indiqué que, très probablement, dans l'année qui suivrait, ces deux Conventions seraient ratifiées. Elles ne l'ont pas été. Elles ne le sont toujours pas. Donc, c'est un des sujets, sans aucun doute, que nous évoquerons. Je souhaite, pour ma part, qu'elles soient ratifiées le plus rapidement possible.

Et il y a tous les sujets que l'on traite habituellement. Mais je ne vais pas, aujourd'hui, parler de mon voyage en Chine. Je vous en parlerai en Chine.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que l'Union européenne devient, à travers l'ASEM, un vrai concurrent politique pour les Etats-Unis dans cette région ?

LE PRESIDENT -Je ne pense pas qu'on puisse parler de concurrence. Mais l'Asie, pendant tout un temps, s'est tournée beaucoup plus vers le Pacifique, c'est vrai, que vers l'Europe. Et aujourd'hui, l'Asie a réalisé l'intérêt qu'elle avait à se tourner davantage vers l'Europe. Donc, je ne parlerai pas de concurrence, mais de rééquilibrage. Et c'est vrai qu'il y a un intérêt fort pour l'Asie à ne pas être uniquement tournée vers le Pacifique.

Je vous remercie.